

RESISTANCE SOCIALE

Numéro 43

DECEMBRE 2006

La République sera sociale ou ne sera pas !

Le mot de la Présidente

Les Français ont terriblement souffert depuis une vingtaine d'années : leur pouvoir d'achat est fortement en baisse et le chômage, lui, stagne à un haut niveau. Il faut, cependant, noter que, depuis 2002 et le règne sans partage de la droite, la situation des salariés s'est encore plus détériorée, avec une constance dans l'attaque de tous les acquis sociaux : sécurité sociale, retraites, droit du travail, délocalisations, précarisation des contrats de travail,...

Plus que jamais, la question sociale sera donc au coeur de l'élection présidentielle de 2007.



En voyons-nous le moindre reflet dans les journaux ? Pas du tout ! Les grands médias, à leur habitude, se repaissent de petites phrases sans conséquences, à mille lieux des préoccupations des électeurs.

Sarkozy y trouve son compte, lui qui ne vit que par l'apparence des médias. Pas de crainte, par contre, de trouver dans le moindre hebdo une analyse des différences des politiques économiques et sociales que pourraient mener le petit Nicolas ou MAM !

Même chose à gauche. S. Royal vient de recevoir le soutien de JP Chevènement. Les médias ont-ils, à cette occasion, relevé que cet accord politique, entre autres évolutions notables du PS, affirme que la priorité sera donnée à la relance économique et à la lutte contre le chômage et refuse la libéralisation des services publics ? Bien sûr que non : ils n'en ont retenu que les sympathiques mais secondaires embrassades et la petite phrase sur la gauche du oui et celle du non. Pas un mot, par contre, sur le fait que les deux partis prenaient en compte le vote des Français le 29 mai, en enterrant définitivement la constitution européenne.

L'extrême gauche et le PCF ne sont pas mieux traités. Certes, les comités anti-libéraux donnent une bien mauvaise image d'eux-mêmes. Mais quel organe de presse a rappelé que ces comités sont issus des comités du Non, qui avaient soulevé un véritable espoir en 2005 et qui ont été un véritable instrument de la victoire anti-TCE ?

La « boboïsation » et la « gauchisation » du discours du PCF, qui jettent une partie de l'électorat ouvrier dans les bras de Le Pen, ne mériteraient-elles pas une attention des médias ?

Et quel journaliste prendra le temps de regarder derrière la façade sécuritaire du Front National, où se cache un programme économique réactionnaire et ultra-libéral ?

Dans ce paysage médiatique désastreux, nous ne pouvons que souligner l'importance de tous les clubs, associations, revues qui, à travers leurs débats sur le fond, éclairent la réflexion des électeurs.

Résistance Sociale, qui se veut l'expression d'un courant de pensée socialiste et républicain au sein de la gauche, souhaite oeuvrer à la refondation d'une gauche authentique prenant ses racines dans la Révolution française, enrichie des apports de Marx et de Jaurès, mais aussi du CNR, capable de dépasser le clivage du congrès de Tours, comme les clivages partisans actuels. Nous sommes conscients que cela ne se fera pas dans les semaines qui viennent et qu'il s'agit d'un travail de longue haleine... qu'il faudra déconnecter de la prochaine élection présidentielle si nous voulons donner aux nécessaires débats une chance de se tenir dans la sérénité !

Marinette BACHE

SOMMAIRE

Solidarité Internationale
(Page 2)

Prévoyance et retraite
complémentaire dans le
collimateur du MEDEF
(Pages 3 et 4)

Devoir de Résistance
(Page 4)

Actualité sociale
(Page 5)

La poste britannique :
exemple à copier ou
modèle à éviter ?
(Page 6)





SOLIDARITE INTERNATIONALE

Par Emilie KERDUJAL

BELGIQUE

La direction de l'usine Volkswagen de Forest, dans la banlieue de Bruxelles, a annoncé le 21 novembre la suppression de quelque quatre mille emplois, soit près des trois quarts de l'effectif. Dix ans après la fermeture brutale de l'usine Renault de Vilvorde et le licenciement de trois mille salariés, la Belgique a l'impression de revivre une nouvelle catastrophe nationale.

En Allemagne, la direction a confirmé qu'elle ne voulait maintenir que mille cinq cents emplois sur le site de Forest. Elle a précisé que le modèle phare de l'usine, la Golf, produite chaque année à environ deux cent mille unités, ne serait plus assemblée à Forest mais seulement en Allemagne, à Wolfsburg, dans le nord, et à Mosel, dans l'est du pays. Outre la Golf, la Polo sort de l'usine belge, mais en quantités beaucoup plus réduites. Et elle n'en fabrique pas la tôlerie, importée de Bratislava (Slovaquie), puis peinte et montée à Forest.

Une manifestation rassemblant des travailleurs venus de toute la Belgique, mais aussi d'Allemagne, de France, d'Italie ou encore du Luxembourg et d'Espagne a eu lieu le 2 décembre à Bruxelles après cette annonce.

Se réjouissant du "succès" de la mobilisation, les syndicats belges ont salué la solidarité du puissant syndicat allemand IG Metall.

En grève depuis le 17 novembre, les salariés de l'usine devraient décider début décembre de reprendre ou non le travail, comme le demande la direction du groupe.

JAPON

Le groupe japonais basé à Osaka a annoncé une nouvelle charrette de 2.200 suppressions d'emplois d'ici mars 2007, dont 1.500 au Japon.

Sanyo avait déjà annoncé en juillet 2005 un plan visant à restructurer ou abandonner les activités qui ne sont pas jugées centrales.

Ce plan s'est accompagné de 14.000 suppressions d'emplois dans le monde, soit environ 15% des effectifs du groupe.

SUISSE

Une manifestation a été organisée le 28 novembre à Neuchâtel pour dénoncer le projet Ymago de la poste suisse. Pour les syndicats Syndicom. et SEV, ce projet, comme celui des chemins de fer, vont avoir des conséquences importantes en terme d'emplois. D'autant plus que les régions périphériques seront les plus touchées.

Les syndicalistes de Syndicom se demandent combien d'offices seront fermés prochainement, alors que La Poste a annoncé des bénéfices faramineux.

Selon les syndicats, Ymago vise la suppression de 400 à 500 emplois complets, tandis que 750 collaborateurs subiront des réductions de salaire. Pour le syndicat SEV, ni la poste ni les chemins de fer n'appartiennent à leurs dirigeants mais à la Confédération, c'est-à-dire, aux citoyens.

M. Gentil souligne que le SEV rencontre des difficultés similaires à celles de Syndicom. «Nous avons affaire à des directeurs obsédés par le rendement, qui prônent une inutile concurrence et qui ont la volonté sournoise de faire entrer La Poste, tout comme les CFF, en bourse.»

Les deux syndicats uniront donc leurs forces pour lutter contre ces projets.

ROUMANIE

Les patronats et les syndicats ont établi mercredi l'octroi d'un salaire minimum de 440 lei pour 2007 (1 euro=3,4 lei).

Les négociations ont duré cinq semaines. Les syndicats ont demandé l'octroi de 60 % du salaire moyen au niveau économique, comme prévu dans l'UE. Finalement, le salaire convenu est de 440 lei et sera accordé à tous les employés qui négocient les contrats de travail.

Le gouvernement a proposé, par un projet de loi, l'octroi d'un salaire minimum de 390 lei. Ce salaire sera obligatoire pour les employés du secteur public.

Donc, en 2007 il y aura en Roumanie deux niveaux du salaire minimum.

PLACE AU DEBAT

Prévoyance et retraites complémentaires par répartition dans le collimateur du MEDEF

Par Jacques DECAUX

Administrateur CGT de la caisse de prévoyance NOVALIS

En préalable, je rappellerai l'importance des sommes gérées dans le cadre des retraites complémentaires par répartition obligatoires. En caisse ARRCO et AGIRC cela représente 50.000.000.000 d'euros en 2005. En conséquence, il faut bien voir que la responsabilité incombant aux Administrateurs de ces caisses, est extrêmement lourde.

Quelques rappels sur le régime général (pour commencer)

Si l'on nous parle beaucoup (notamment dans la presse), du trou de la Sécu, on oublie trop souvent de rappeler que la première crise, qui selon des observateurs avertis (car les observateurs sont toujours avertis), devait conduire le régime de répartition aux oubliettes de l'histoire, a eu lieu en 1952. D'autres ont existées, toujours compensées par la caisse des dépôts. Ce n'est donc pas une nouveauté ! Ce qui l'est relativement par contre, c'est le caractère idéologique qui porte la réflexion du MEDEF, l'application politique pouvant parfois être, d'une grande violence.

On l'a vu avec les différentes réformes (Balladur, Juppé et Fillon), l'idéologie patronale est appliquée par les différents gouvernements, les socialistes n'étant pas en reste (*souvenons-nous du sommet de Barcelone où Chirac et Jospin s'entendaient comme larrons en foire, pour sabrer nos retraites par répartition*).

Les retraites complémentaires obligatoires par répartition (pour continuer)

Le MEDEF veut remplacer nos **retraites complémentaires par répartition**, au profit de **retraites supplémentaires par capitalisation**. Ceci ayant pour but, chacun l'aura compris, de supprimer ses obligations patronales de cotisant dans ces caisses. Pour ce faire, il a décidé de commencer par la caisse AGIRC. Celle-ci, bien qu'excédentaire par effet mécanique à ce jour (c'est la caisse ARRCO qui renfloue), file un mauvais coton et pourrait à l'échéance de quelques années, disparaître corps et bien ! Les bas salaires actuels dans les professions d'encadrement (notamment chez les jeunes),

entraînent par effet mécanique, un manque à gagner sur les cotisations.

Le **MEDEF** ne fera rien pour la sauver, au contraire ! S'il peut donner le petit coup de pouce fatal, il le fera. Les propositions de retraites supplémentaires de type **PERCO** ou autres, sont des **produits de remplacement** ayant pour but, années après années, de laisser mourir "sans souffrance disent-ils déjà", notre caisse de retraite des Cadres, par des assurances privées volontaires.

Quand l'affaire sera dans le sac, et détruite notre retraite complémentaire par répartition AGIRC, ils s'attaqueront de même aux caisses ARRCO, pour aboutir au final à une retraite de type retraite des vieux ou pension de vieillesse, que l'on pourrait aussi qualifiée de retraite des morts. Versée uniquement par la sécurité sociale, elle sera minable, comme on pu la connaître certains de nos arrières Grands Parents, parce que ces nouveaux pauvres auront été dans l'impossibilité de recourir à une retraite supplémentaire, **faute de moyens nécessaires pendant leur vie active**.

Seuls ceux qui auront eu les moyens de cotiser mois après mois à une ou des retraites supplémentaires puisées chez un groupe assurantiel ou une banque, bénéficieront d'une retraite confortable.

Cette situation menaçante se met en place en faisant le moins de bruit possible. C'est pour cela que nous avons, nous autres **Administrateurs** de caisses de retraites ou de prévoyance **CGT**, missions de prévenir et d'informer rapidement tous les participants (salariés), de nos institutions. **Le MEDEF ne doit pas avoir le champ ouvert**, pour donner libre cour à son idéologie, à sa politique de financiarisation de la santé publique.

Parallèlement à notre combat pour la défense de nos retraites par répartition, au regard de celui concernant globalement la protection sociale, il apparaît que nous devons également mener au sein de nos institutions, celui de la prévoyance.

PLACE AU DEBAT

(suite de la page 3)

La prévoyance collective (pour finir).

Les gestionnaires de nos institutions ont toujours cherché à bonifier leurs réserves, tant celles provenant de la gestion des retraites que celles de la prévoyance, essentiellement via les placements financiers.

Si nous savons que nos collègues des autres confédérations, ont une approche unique de rendement financier du placement des réserves de nos caisses de prévoyance, il en est tout autre chose pour nous, **Administrateurs CGT**.

Si la prévoyance doit être gérée par capitalisation, cela veut dire que nous avons une responsabilité majeure dans le contrôle de ces placements.

D'abord, choisir entre **actions ou obligations** ?

Les obligations doivent être privilégiées car plus sûre, plus protégées que les actions. Des aventures de sinistre mémoire, confortent ce point de vue qui s'emboîte naturellement avec un autre principe de toute première importance, **le choix des investissements socialement responsables**.

Le contrôle avant toutes décisions, des politiques financières d'investissement et des politiques sociales pratiquées par les entreprises dans lesquelles on a placé de l'argent appartenant aux participants, est indéniablement nécessaire. Les investissements socialement responsables où il est tenu compte du **développement de l'entreprise** (investissements), du **développement social** (augmentation des salaires) et de la **préservation de l'environnement** nous invitent à acquérir des pistes d'entreprises "bien notées".

Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour savoir ce qu'il y a dans le "portefeuille", et acquérir **l'attitude revendicative** adaptée pour contre balancer la gestion capitaliste obligatoire.

Dans ce cadre, nous insistons péremptoirement sur le fait, que pour évoluer favorablement, le développement des réserves doit suivre **l'inflation ajoutée de la croissance** (et non pas l'une ou l'autre).

Voilà la politique suivie par les Administrateurs CGT de nos caisses de prévoyance et de retraite. Celles-ci sont en grand danger sur le moyen et court terme, à nous tous salariés d'en tirer les conséquences.

DEVOIR DE RESISTANCE

Comme nous l'avons indiqué lors des Vendémiaires, Résistance Sociale s'est engagée dans le processus de création du club « Devoir de Résistance », souhaitant que celui-ci soit un club de réflexion ouvert se donnant pour mission de ranimer le débat idéologique au sein de la gauche, stratégie de long terme.

Il semblerait que les interactions de cette initiative avec la campagne pour l'élection présidentielle soient plus importantes que nous ne l'avions estimé.

C'est pourquoi, nous vous invitons à attendre le compte-rendu d'une nouvelle réunion des initiateurs avant de transmettre votre adhésion au club, étant entendu, pour ceux qui l'auraient déjà fait, qu'aucun chèque ne sera débité avant la constitution effective du club.

Le CA de Réso

ACTUALITE SOCIALE

TISSMETAL

Les salariés de l'usine Tisssmétal, filiale du groupe métallurgique Gantois, craignent la disparition du site de Reims qui emploie 80 personnes.

WELL

1.500 à 2.000 personnes, selon les organisateurs, ont défilé vendredi 24 novembre au Vigan (Gard), déclarée ville morte à l'appel de la CGT, CFDT et FO pour protester contre la menace de 300 suppressions d'emplois à l'entreprise Textiles Well de collants, bas et chaussettes, détenue par Natexis Industries, filiale du groupe Banque populaire. Pour le maire de la localité, Thierry Bourrié, la menace de 300 licenciements dans l'usine Well qui compte 438 salariés, est une "vraie catastrophe annoncée, Well étant le poumon économique du pays viganais". L' élu a souligné que la ville comptait 17% de chômeurs et 200 Rmistes et que 60% de son budget était alimenté par la taxe professionnelle payée par Textiles Well SA.

THOMSON

Le groupe français de technologies pour les médias THOMSON compte supprimer la moitié des effectifs de son usine de Genlis (Côte d'Or). Le groupe, qui emploie 636 salariés, n'en comptera plus que 318 fin juin 2007 selon Denis Langlois, numéro 2 des activités industrielles européennes du groupe. Thomson envisage de céder, début 2007, une activité de "pièces métalliques" à une société hollandaise dont le nom n'a pas été précisé. Cette activité concerne 86 personnes. Par ailleurs, un contrat de sous-traitance souscrit par le groupe indien Videocon sur la fabrication de composants pour tubes cathodiques expire à la fin de l'année. La fin de cette activité et des « mesures d'anticipation » devraient entraîner plus de 200 suppressions de postes, qui se traduiront par des départs volontaires et en pré-retraite. Il restera deux activités à Genlis, la fabrication de décodeurs pour les opérateurs de télévision et la fabrication de cathodes et de filaments.

GEORGIA PACIFIC

La direction de Georgia Pacific France, filiale de l'américain Georgia Pacific Corporation, a présenté le 30 novembre 2006 aux élus du personnel, le plan de restructuration officiel lié à la fermeture du site de Brionne dans l'Eure.

90 postes sont supprimés dans cet établissement de 170 salariés, spécialisé dans les produits d'hygiène à base de coton. tandis que les 80 restants sont transférés à Hondouville (Eure).

FRANCE TELECOM

La direction de France Télécom a détaillé le 15 décembre son plan de 22.000 suppressions d'emplois en France d'ici 2008, les syndicats dénonçant une annonce de façade "pour les actionnaires et la Bourse" qui risque d'aboutir à un plan social déguisé.

Le calendrier prévoit 9.400 suppressions d'emplois dès 2006, le départ de 6.000 personnes supplémentaires en 2007 et 6.000 autres en 2008. Parallèlement, France Telecom a prévu 6.000 embauches d'ici 2008, dont 2.000 réalisées cette année. Au total, le solde net des suppressions d'emplois s'élève donc à 16.000.

Ayant retrouvé l'unité qui leur faisait défaut depuis 2002, la plupart des syndicats sont montés au créneau pour mettre en doute la faisabilité de ce plan "drastique" qui vise, selon eux, à "maximiser les profits des actionnaires".

"Ce sont des craques! On n'y croit pas. Comment vont-ils réussir à réaliser les départs de 2007 et 2008, sachant qu'il n'existera plus de dispositif spécifique de préretraite à partir de 2007", qui "absorbait" jusqu'ici "le gros de départs", a déclaré à l'AFP Jean-François Lascoux de FO.

"Ces chiffres ne veulent rien dire, France Télécom ne pourra pas faire sans ou contre les salariés", a prévenu Franca Madinier de la CFDT.

Ces annonces ne visent "qu'à rassurer les actionnaires et les marchés financiers. C'est du court-termisme terrifiant", a renchéri Sébastien Crozier de la CFE-CGC, en appelant à l'Etat, "premier actionnaire de France Télécom, pour éviter de reproduire le désastre industriel qu'a été le dézingage d'Alcatel".

Joëlle Roye de la CGT a dénoncé "les décisions suicidaires de la direction". Si la direction met en avant des mesures volontaires, comme un "temps partiel avant retraite" pour les mères de trois enfants, les syndicats n'y croient en effet guère.

Ils craignent au final que derrière les "chiffres contradictoires qui changent tous les jours, la direction de France Télécom ne dissimule un plan social". "Il semble qu'elle travaille sur des mesures visant à rendre les départs plus systématiques", s'inquiète ainsi Mme Roye.

Les syndicats souhaitent pour leur part la prolongation du dispositif de congé de fin de carrière, permettant aux personnels de partir à la retraite anticipée à des conditions avantageuses.

Pour l'heure, "il y a une forte pression sur les managers locaux pour les inciter à procéder aux suppressions d'emplois", selon la CGT.

COUP DE GUEULE

Poste britannique : modèle à copier ou exemple à éviter ?

Par Pierre-Yves LAOT

Si vous suivez l'actualité internationale, vous avez peut-être remarqué l'annonce par le gouvernement britannique d'un plan visant à fermer 2500 des 14300 bureaux de poste encore en service en Grande Bretagne.

Ce pays étant l'un des plus ardents défenseurs de la libéralisation du courrier en Europe, il paraît intéressant de voir comment ça se passe là-bas.

En effet, là-bas, plus moyen de trouver un véritable bureau de poste dans les campagnes. La plupart ont déjà été franchisés, entendez par là que le rôle traditionnel du bureau de poste est assuré par un pub, un magasin de journaux, une épicerie ou encore une association locale.

Motif de ces suppressions de bureaux : les habitudes des citoyens britanniques auraient, paraît-il, beaucoup changé avec le téléphone mobile ou Internet, notamment pour ceux qui ont un compte ouvert à la poste. Résultat : les citoyens britanniques se rendraient de moins en moins dans leur bureau de poste.

Mais quid des personnes âgées ou de ceux qui n'ont pas la chance d'avoir un mobile ou Internet ? Qu'importe ! Ils s'adapteront, semble dire le gouvernement de Tony Blair, à la plus grande satisfaction des dirigeants de la poste pour qui ces suppressions de bureaux constituent une excellente nouvelle.

Rendez-vous compte : ces bureaux feraient perdre près de 6 millions d'euros par semaine à Royal Mail !

Certains objecteront que, peut-être, ce coût n'est pas si excessif que ça, qu'après tout, il n'est pas indispensable qu'un service public, ou ce qu'il en reste, fasse des bénéfices sur le dos de ses usagers, qu'un bureau de poste est quelque chose d'indispensable plus encore dans les campagnes que dans les villes.

Ils seront vite traités de ringards, de passésistes. « Comment, vous osez encore croire aux services publics, à l'égalité entre les citoyens ? Mais c'est périmé, dépassé mon pauvre vieux ! »

Aujourd'hui, c'est le règne du cyberspace, de la virtualité ! Inutile de satisfaire aux besoins des gens ! Il faut juste leur faire croire qu'on les écoute, que leur parole est d'or. Qu'importe s'ils ne sont pas satisfaits, les sondages parlent pour eux ...

Cet exemple de la poste britannique doit nous faire réfléchir. En France, aussi, les bureaux de poste sont remplacés dans les campagnes par des commerces, certes encore peu nombreux (1000 sur les 17000 points de contacts postaux, tout de même). Quant à ceux qui restent, dans les villes notamment, ils deviennent de véritables boutiques où l'on peut acheter cartes postales, bibelots, envoyer du chocolat ou des fleurs.....

Bientôt, si l'on continue comme cela, ce n'est pas les bureaux de poste mais la Poste elle-même qui risque bien de disparaître ...

Vous aussi refusez la résignation, adhérez à Résistance Sociale !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet :

<http://membres.lycos.fr/resistancesociale>

Courriel : resistance.sociale@laposte.net

Présidente de RESO et directrice de la publication : **Marinette BACHE**

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 57 BD DE MENILMONTANT 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)